

langage très dur à la Chambre, mais je crois que le gouvernement doit tenir compte de la désaffectation de plus en plus grande des Canadiens de l'Ouest pour ses initiatives.

Je termine en réaffirmant que notre parti réproue fortement le traitement qu'on réserve au Manitoba dans le processus budgétaire et dans le discours du Trône et qu'il s'oppose, par conséquent, à cette demande de pouvoir d'emprunt.

L'Ouest est devenu territoire conservateur sous la direction de Diefenbaker. Il était très fier de sa façon de défendre les intérêts de l'Ouest à la Chambre. Beaucoup de députés, de l'arrière-ban ou des premières banquettes, lui seraient très reconnaissants de son effort qui leur vaut d'être ici. Ils sont les héritiers de la tradition de Diefenbaker.

Je me demande ce que Diefenbaker penserait de la fermeture du port de Churchill qui dessert sa région de la Saskatchewan. Je me demande ce qu'il penserait de la fermeture de Portage, une collectivité qu'il a défendue. Et VIA Rail?

Fait des plus ironiques, John Diefenbaker a fait campagne partout dans le pays en s'adressant aux foules de l'arrière d'un train de voyageurs. Il ne pourrait pas faire campagne ainsi aujourd'hui parce que les amis mêmes qu'il a aidés à se faire élire et à se donner une base suppriment les trains. Il ne pourrait même pas se présenter dans Portage. Ce centre aura disparu dans quelques années. Il se présenterait quelque part dans l'Ouest et il se demanderait ce que sont devenues la tradition qu'il a établie et sa vision du Canada.

Une voix: Il doit se retourner dans sa tombe.

M. Walker: Sûrement. Le gouvernement abandonne cette tradition. C'est infiniment triste, mais les députés qui ont un peu de conscience ne peuvent absolument pas approuver les initiatives du gouvernement actuel. Merci, monsieur le Président.

M. Howard Crosby (secrétaire parlementaire du président du Conseil du Trésor): Monsieur le Président, nous

sommes en train d'étudier le projet de loi C-11 donnant pouvoir d'emprunt au gouvernement du Canada. De nombreux députés qui ont participé au débat ont abordé beaucoup d'autres sujets, dont certains n'ont pas grand-chose à voir avec le pouvoir d'emprunt. C'est pourquoi je veux répondre à des observations que j'ai entendues. Je tiens particulièrement à répondre aux propos du député de Brant (M. Blackburn) qui, je crois comprendre, est le critique néo-démocrate en matière de défense nationale.

Monsieur le Président, pendant la campagne électorale et bien avant, les membres du Nouveau Parti démocratique répétaient qu'il fallait réduire les dépenses relatives à la défense nationale afin de pouvoir financer les services de garde d'enfants, les hôpitaux et divers autres programmes sociaux. C'était le sermon que le NPD a prêché dans tout le pays pendant des années. La réduction des dépenses au titre de la défense nationale fait partie de leur orientation politique.

Une voix: Vous avez fait des réductions au mauvais endroit.

M. Crosby: Pour l'exercice 1989-1990, on prévoit une réduction plutôt minime, en pourcentage, des dépenses dans ce secteur. Les compressions s'élèvent à 2,7 milliards sur une période prolongée.

Une voix: Nous vous avons demandé d'utiliser un scalpel, pas une hache.

M. Crosby: Qui d'autre que les députés néo-démocrates interviennent maintenant à la Chambre pour accuser le gouvernement d'avoir sabré dans les dépenses associées à la défense nationale et d'avoir miné, voire anéanti, nos forces armées? Cela n'a aucun sens, monsieur le Président. Y a-t-il un seul Canadien qui écoute cette diatribe des néo-démocrates qui prennent maintenant la défense de nos forces armées après avoir convaincu les Canadiens, avec l'aide des libéraux, que nous n'avons pas besoin de concentrer nos efforts sur la défense nationale, que nous n'avons pas besoin de consacrer une proportion aussi élevée que 10 p. 100 des fonds publics à la défense nationale? Il est trop tard pour venir pleurer à la Chambre et nous dire de ne pas réduire les dépenses dans ce